

Un tournant dans la Guerre Froide : discours de Ronald Reagan à l'issue du sommet américano-soviétique de Genève

Jacob Maillet

Le discours de Ronald Reagan du 21 Novembre 1985 représente à plus d'un titre un tournant dans la Guerre Froide. Il s'inscrit dans un contexte de reprise du dialogue entre les États-Unis et l'Union Soviétique, mais illustre également la relation naissante entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, relation qui contribuera à mettre fin à la rivalité américano-soviétique.

À ces titres, le sommet de Genève est le premier d'une longue série de rencontres entre les représentants des deux superpuissances qui vont amener la fin de la Guerre Froide. En ce qui concerne les États-Unis, le discours de Reagan, son « rapport » (*report*) pour reprendre son expression, prépare les Américains à la nouvelle politique étrangère de leur pays.

1980-1984 : Un retour aux tensions est-ouest

Très vivace dans les années 1950 et 1960, la Guerre Froide va s'estomper dans les années 1970 avec la période dite de la « Détente » et la signature – entre autres – des premiers accords SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*). La Détente culmine sans doute avec le discours de Jimmy Carter en 1977 qui déclare :

Confiants dans notre futur, nous sommes maintenant débarrassés d'une peur excessive du communisme qui nous a menés autrefois à nous lier à tous les dictateurs qui nous rejoignaient dans cette peur. Je suis heureux que cela soit en passe d'être changé. [...] Notre politique [depuis 1945] était guidée par deux principes : la croyance que l'expansion soviétique était presque inévitable et devait être endiguée, et la croyance qui en découlait en l'importance d'une alliance presque exclusive entre les nations non-communistes des deux côtés de l'Atlantique. Ce système ne pouvait demeurer indéfiniment inchangé.¹

Ce discours est cependant mal accueilli aux États-Unis. Après 1975 le public est inquiet de la force militaire et de l'aventurisme soviétique (Schneider, 20). Au sein des conservateurs, un mouvement s'est formé pour attirer l'attention sur la menace posée par l'Union Soviétique, et rencontre un succès grandissant. En 1976, le Comité sur le danger immédiat (*Committee on the Present Danger*) est reformé pour défendre une augmentation du budget militaire. Parmi ses membres on compte des spécialistes de l'Union Soviétique tels que Richard Pipes et Paul H. Nitze, qui ont travaillé au sein de la CIA à la demande de George H.W. Bush dans une équipe appelée « Team B » chargée de rédiger un rapport sur la menace des armes nucléaires soviétiques. Nitze a d'ailleurs développé une théorie selon laquelle il existe une différence significative entre les charges nucléaires additionnées des missiles soviétiques et américains (*throw-weight gap*) qui semble suggérer que l'Union Soviétique cherche à baser sa stratégie sur une capacité à lancer une « première frappe » (*first strike capability*) dévastatrice. Le Comité sur le danger immédiat va donc dénoncer la détente et les traités de désarmement comme profitant aux soviétiques. La revitalisation d'une politique anticommuniste est décrite

¹ Toutes les traductions de sources anglophones sont de l'auteur.

comme un impératif moral, d'autant que les États-Unis sont perçus comme étant dans une position de faiblesse face à leur adversaire idéologique.

En décembre 1979, l'Union Soviétique envahit l'Afghanistan, prenant l'administration Carter par surprise. Cette invasion empêche la ratification par le Sénat Américain du traité SALT II qui était en préparation. Pour les conservateurs, l'Afghanistan est le dernier pays d'une longue série à être tombé aux mains des communistes : Angola, Laos, Vietnam, Cambodge, Mozambique, Yémen du sud, Ethiopie, et Nicaragua. Pour beaucoup d'Américains, les États-Unis connaissent un déclin sur la scène mondiale, déclin causé par sa faiblesse militaire (Beukel, 171). Le sentiment est d'autant plus fort que 52 Américains sont retenus en otage en Iran par les révolutionnaires islamiques. Un sondage de 1980 indique que 71 % de la population soutient une augmentation du budget militaire (Bresler, 35).

C'est donc dans ce contexte de déclinisme américain qu'apparaît Ronald Reagan. Fervent anti-communiste, celui-ci va s'appuyer sur les analyses les plus alarmistes en ce qui concerne le rapport de force américano-soviétique. En ce qui concerne les armes nucléaires, il s'appuie sur la vision de Nitze d'une « fenêtre de vulnérabilité » (*window of vulnerability*) des missiles américains: il défend la thèse que l'Union Soviétique a maintenant les moyens de lancer une première frappe qui détruirait suffisamment de silos américains pour rendre toute riposte impossible. Pour les membres de l'administration Reagan, il est nécessaire que les États-Unis projettent une image forte, non seulement pour le bien de ses alliances, mais également pour signifier à l'URSS qu'ils n'hésiteront pas à utiliser leur force pour contrer l'avancée du communisme. Les soviétiques continuent à être accusés d'avoir violé les accords passés sur l'armement avec les États-Unis. Dans sa première conférence de presse en tant que président, Reagan déclare qu'il

ne connaît aucun dirigeant de l'Union Soviétique, depuis la révolution et en incluant les dirigeants actuels, qui n'ont pas plus d'une fois répété, dans les divers congrès communistes qu'ils tiennent, que leur objectif doit être la promotion d'une révolution mondiale et d'un état unique socialiste ou communiste – selon le mot que vous voulez employer. Maintenant, tant qu'ils font ça, et tant qu'en même temps ils déclarent ouvertement et publiquement que la seule moralité qu'ils reconnaissent est celle qui avancera leur cause — ce qui signifie qu'ils se réservent le droit de commettre tous les crimes, de mentir, de tricher, pour obtenir cela, et que c'est moral, pas immoral, alors que nous fonctionnons sur des critères moraux très différents —, je pense que quand vous traitez avec eux, même en période de détente, il faut garder cela à l'esprit.

Même après avoir été élu, Reagan va continuer à prétendre que « l'Union Soviétique a une solide marge de supériorité » (*definite margin of superiority*) en ce qui concerne les armes atomiques (Mendelbaum et Talbott, 56). Jamais avant lui un président n'aura exprimé un tel pessimisme sur l'état de l'équilibre des forces en présence (Botchway, 264). Cette vision négative du rapport de force va le conduire à défendre un énorme budget militaire et un certain nombre de projets de modernisation des forces armées, notamment le missile MX à têtes multiples pour les forces nucléaires. Dans le même temps, les États-Unis déploient des missiles de croisière et des missiles Pershing en Europe pour contrer les SS-20 soviétiques déployés en 1977. Ce sentiment d'infériorité conduit aussi son administration à une série de propositions de désarmement inacceptables pour les soviétiques, car demandant notamment le retrait d'un grand nombre de missiles terrestres sur lesquels s'appuie justement la dissuasion soviétique.

Pour répondre au danger des armes soviétiques, il propose également l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) aux Américains dans un discours de mars 1983. L'IDS, rapidement rebaptisée « guerre des étoiles » (*Star Wars*) par les médias, propose de mettre en place un « bouclier » de technologies avancées capables d'intercepter les missiles soviétiques avant qu'ils ne puissent atteindre le territoire des États-Unis. Mais cette guerre des étoiles est accusée, aux États-Unis et par les soviétiques, de conduire à une escalade technologique ne pouvant déboucher que sur un conflit. Bien que les Américains pour la majorité accueillent positivement la proposition, les difficultés techniques font que l'IDS reste une solution à long terme. Les politiques de Reagan sont particulièrement décriées par les soviétiques, qui avaient espéré pouvoir continuer la détente avec un autre président conservateur sur le modèle de Nixon. Le président américain en vient même à qualifier l'URSS de « foyer du mal dans le monde moderne » (*focus of evil in the modern world*) dans un discours à l'Association Nationale des Évangélistes. Lorsque l'URSS abat par erreur un avion civil ayant accidentellement pénétré son espace aérien en août 1983, la rhétorique anti-soviétique est portée devant les Nations Unies.

L'ensemble des politiques de l'administration Reagan conduit à une impasse dans les relations américano-soviétiques. En réponse au déploiement des euromissiles, les soviétiques quittent la table des négociations en décembre 1983. Pour de nombreux observateurs, la troisième guerre mondiale semble alors imminente. Début 1984 la célèbre « horloge de l'apocalypse » (*doomsday clock*) est avancée à 23 h 57 pour symboliser la fin du monde proche².

Ronald Reagan ou la présidence de l'image

Pour dramatique que soit la période 1980-1984, il importe de ne pas la concevoir exclusivement à travers le prisme des relations est-ouest. D'autres facteurs sont déjà à l'œuvre, qui permettront de déboucher sur le sommet de 1985 et trois ans plus tard en 1988, au refus par Reagan de continuer à qualifier l'Union Soviétique de « maléfique ».

Il importe de bien cerner la personnalité de Reagan, qui est avant tout un acteur et un politicien ; ne dira-t-il pas lui-même à quel point sa formation d'acteur lui a été précieuse pour son « rôle » de président³ ? À titre personnel il est certes féroce anti-communiste, mais il déteste tout autant l'arme nucléaire et rêve d'abolir la menace de l'apocalypse. En d'autres termes, il est idéaliste en tant qu'individu mais opportuniste en tant que politicien. Instinctivement il sait que l'image d'une Amérique forte qu'il propose est populaire, et que cette image a besoin d'un ennemi. On peut donc théoriser que c'est là la raison essentielle pour laquelle il s'est appuyé jusqu'en 1984 sur une perception de l'Union Soviétique discutabile et une vision erronée des capacités respectives des deux nations, ce que Christer Jönsson va appeler « [...] l'image orthodoxe de l'autre superpuissance comme ennemi » (69). Elle s'inscrit dans la continuité d'une opposition à la fois morale et idéologique dans laquelle :

² Cette horloge symbolique, créée par le magazine *Bulletin of the Atomic Scientists* de l'Université de Chicago, sert à mesurer le risque d'un conflit nucléaire apocalyptique. Plus les aiguilles sont proches de minuit, et plus le conflit est jugé imminent.

³ Ses mots exacts sont: « *There have been times in this office when I've wondered how you could do the job if you hadn't been an actor.* » <http://articles.latimes.com/2004/jun/06/nation/na-reagan6/2>

chaque superpuissance se voit comme blanche, vertueuse, mesurée et pacifique, et voit l'autre, la nation supposément adverse, comme noire, diabolique, trompeuse et déterminée à agresser et conquérir. Avoir une telle conception de l'adversaire comme ennemi devient quelque chose comme un devoir moral. (Botchway, 5)

Cette conception a contribué à sa victoire électorale en 1980, mais alors qu'approche l'élection de 1984, elle menace d'être un fardeau. Si l'Union Soviétique dispose d'un vaste arsenal nucléaire, sa faiblesse économique est alors largement reconnue. Joseph S. Nye peut ainsi écrire en 1984 :

[...] ces dernières années, l'Union Soviétique n'a pas comblé le fossé économique avec les États-Unis et le produit national brut soviétique demeure à peine à la moitié du niveau de son équivalent américain. (327)

Par ailleurs, si l'image d'une Amérique forte demeure populaire, il n'en est pas de même pour la course aux armements. En mars 1982, le *Los Angeles Times* trouve que 57 % des Américains demandent un gel de la course aux armements, un chiffre qui montera parfois jusqu'à 70 % entre 1982 et 1983 (Beukel, 173). À l'été 1982, une manifestation pacifiste réunit 800 000 personnes à New York. En mai 1983, c'est la Chambre des Représentants qui vote aux deux tiers une résolution symbolique en faveur du gel.

Pour beaucoup, la politique d'une Amérique forte n'a rien fait pour améliorer les relations avec l'Union Soviétique, bien au contraire. Les négociations sur l'armement entre les deux superpuissances sont à présent au point mort. À la fin de l'année 1983, une étude publiée dans *Science* prétend qu'un affrontement aux armes atomiques serait susceptible de provoquer un « hiver nucléaire » (*nuclear winter*) qui mettrait fin à la civilisation, voire à l'espèce humaine.

Satisfaite de la puissance militaire américaine, la population est en faveur de la reprise des discussions. Alors que le premier mandat de Reagan se termine, la perception de l'Union Soviétique est plus que jamais au cœur de la question politique. À travers l'attitude à adopter en politique étrangère, c'est la vision de l'Amérique elle-même sur laquelle vont être appelés à voter les américains.

Sensible à l'opinion publique, Reagan amorce le 16 janvier 1984 un tournant radical dans sa politique en prononçant un discours qui restera dans l'histoire sous le nom du discours « Ivan et Anya » dans lequel il évoque une hypothétique rencontre entre un couple américain et un couple soviétique, et les points communs qu'ils pourraient se découvrir et se déclare favorable à une « option zéro » pour les armes nucléaires, autrement dit à l'abolition de l'arme atomique. Le diplomate Jack Matlock y verra « un agenda pour le dialogue américano-soviétique pour le reste de la présidence de Reagan, [posant] les fondations pour les principes qui déboucheraient sur la fin de la Guerre Froide. » (Pemberton, 164). Le discours marque une nouvelle attitude des États-Unis face à l'Union Soviétique.

Au début de l'année 1984 il déclare que les États-Unis sont « [...] dans la meilleure position depuis des années pour établir une relation de travail constructive et réaliste avec l'Union Soviétique » (Hyland, 188). Le discours tranche radicalement avec le ton adopté quatre ans plus tôt pour sa première élection. Élu sur la promesse de redonner aux États-Unis l'influence qu'ils méritent, Reagan affirme qu'il a tenu parole. En mai 1984, il aura ce célèbre constat :

Retournez trois ans en arrière. [...] Nos défenses étaient devenues faibles. Partout autour du monde, la réputation de l'Amérique n'était plus de force et de fermeté, mais de vacillation et de doute. Beaucoup à Washington semblaient

avoir oublié que les valeurs clé de la foi, la liberté et la famille étaient ce qui avaient fait de nous un grand et bon peuple. Pendant une saison il sembla que tout sens de justice, d'autodiscipline et de devoir se retiraient de notre vie nationale, et que notre nation souffrait d'un déclin inévitable. Mais sur cette Terre, il n'y a rien d'inévitable. Et le peuple américain décida qu'il était temps de mettre un terme à ce déclin, de donner à notre pays une renaissance de la liberté et de la foi, temps pour un grand renouveau. Et bien, nous républicains avons pris le pouvoir en étant déterminés à faire un nouveau commencement. Et aujourd'hui, l'Amérique est de retour. (Remarks at the Annual Senate-House Fundraising Dinner)

Il faut dire que l'image d'une Union Soviétique puissante et agressive est désormais difficile à soutenir : l'invasion de l'Afghanistan s'est transformée en un borborygme ; l'armée rouge semble incapable de dominer face à une rébellion afghane pourtant dénuée de moyens, hormis les armes fournies grâce à la doctrine Reagan. La mort de Yuri Andropov à l'âge de 69 ans, puis sa succession par Constantin Tchernenko, lui-même vieux de 73 ans, semblent symboliques d'une superpuissance en difficulté, dominée par des vieillards frêles et incapables de faire face aux nombreux problèmes économiques et politiques de l'Union Soviétique. L'accent est mis par les médias sur les coûts terribles de la machine militaire pour l'économie soviétique. De nombreuses analyses sont disponibles pour montrer que la vie quotidienne en Union Soviétique n'est pas seulement pénible à cause du totalitarisme, mais également à cause de l'échec du système à fournir suffisamment de produits de consommation et des services adéquats. Pour la plupart des observateurs, le modèle socialiste n'est plus attractif.

Pour l'opinion publique, le réarmement massif proclamé par Reagan a porté ses fruits. En avril, seuls 38 % des Américains pensent encore que l'Union Soviétique domine sur le plan nucléaire ; le même pourcentage considère que la position militaire des États-Unis s'est améliorée pendant le premier mandat de Reagan. Selon *Public Opinion* (26 avril 1984), le soutien à un gel de la course aux armements a dépassé les 80 % d'opinion favorable.

Gorbatchev, Genève et la fin de la Guerre Froide

On le voit à présent, il ne manque que la dernière pièce du puzzle, qui sera aussi la plus essentielle : Mikhail Gorbatchev. Fait unique pour un dirigeant soviétique, Gorbatchev va bénéficier d'une certaine notoriété et d'une image positive avant même sa nomination comme secrétaire général. À l'Ouest, il a été remarqué par une visite au Canada en 1983 et une visite en Grande-Bretagne en 1984. À cette dernière occasion, Margaret Thatcher aura cette phrase célèbre : « J'aime monsieur Gorbatchev. Nous pouvons travailler ensemble. » (*I like Mr. Gorbachev. We can do business together*). Gorbatchev est également populaire en Union Soviétique où l'on attend de lui qu'il réforme l'économie et rénove l'image du pays à l'étranger. Il a déjà été remarqué comme le « dauphin » d'Andropov, et sa jeunesse (54 ans) le marque comme susceptible d'apporter des changements significatifs.

Dès son arrivée au pouvoir il va de fait s'atteler à réformer le système économique. Le Comité Central approuve en avril un premier programme relativement vague, et il annonce en mai sa volonté de lancer des mesures ambitieuses.

C'est cependant sur l'image de l'Union Soviétique que Gorbachev va mener un travail véritablement complet. La nomination d'Eduard Shevardnaze pour remplacer

Andrei Gromyko aux affaires étrangères (le « monsieur nyet » des négociations sur l'armement) envoie un premier signal. Il sera suivi par une série de signes d'ouvertures (notamment dans sa correspondance avec Reagan) qui débouchent sur le sommet de Genève en novembre 1985. Il faut dire que Gorbatchev est parfaitement conscient de l'importance de la perception de l'URSS à l'Ouest, et tout particulièrement aux États-Unis. Sa volonté de la faire évoluer de manière positive va lui faire développer son approche des relations publiques, au contraire de ses prédécesseurs.

Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev se rencontrent donc pour la première fois en Suisse, et, après les tensions extrêmes des années passées, le monde retient son souffle pour savoir si les discussions peuvent aboutir.

En fait, (on le sait aujourd'hui) le succès du sommet est déjà pré-programmé, tant les deux hommes y voient leur intérêt. Côté Soviétique, Gorbatchev souhaite limiter la compétition militaire afin de pouvoir se concentrer sur les réformes intérieures. Côté Américain, Reagan souhaite sincèrement s'attaquer à la menace nucléaire et aboutir à un accord qui fera de lui un « pacificateur » pour l'Histoire. Son équipe a déjà minutieusement préparé la rencontre personnelle entre les deux hommes, et prévu la célèbre photographie qui fera le tour du monde de leur discussion « au coin du feu ».



Image de la bibliothèque présidentielle Ronald Reagan

Visible sur le site de l'Université George Washington :

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB172/index.htm>

En d'autres termes, le sommet de Genève est, pour les deux superpuissances, une opération médiatique autant que diplomatique, destinée à améliorer leur image et à trouver un accord de principe sur la réduction des arsenaux nucléaires.

Le discours de Reagan devant le Congrès s'inscrit dans cette stratégie. Là encore, son équipe l'a programmé pour obtenir un impact maximal, en retardant l'atterrissage d'*Air Force One* (par un bref arrêt en Europe) afin qu'il soit diffusé à la télévision en début de soirée, à une heure de grande écoute. Même s'il est déjà clair que le sommet a été un succès, les Américains, ainsi que, dans une certaine mesure, l'ensemble du bloc occidental, attendent les impressions du président des États-Unis.

Dans le discours de Reagan au peuple américain, un certain nombre de phrases et d'expressions tranchent radicalement avec la rhétorique « traditionnelle » de la Guerre Froide. En parlant de « paix » et de « compétition pacifique » plutôt que de conflit, Reagan s'éloigne de sa propre rhétorique belligérante. Une série de sommets a déjà été programmée pour les années à venir, et des accords de principe sur la réduction des armes nucléaires ont été confirmés.

Reagan va cependant aussi continuer à défendre le bilan de son premier mandat, insistant sur l'idée que l'Amérique est « à nouveau forte » grâce à ses politiques, et que c'est cette position de force qui lui permet désormais de négocier. La méfiance envers les Soviétiques restera un obstacle majeur à l'abolition des armes nucléaires, et Gorbatchev et Reagan ne parviendront jamais à s'entendre sur la question de l'Initiative de Défense Stratégique, ce qui limitera les réductions concrètes d'armes atomiques.

Ce discours annonce cependant l'établissement d'un « effort de longue haleine pour construire une relation plus stable », par des efforts diplomatiques incluant des échanges culturels. C'est ce principe de cohabitation pacifique qui ouvrira la voie à l'abandon du conflit idéologique.

Conclusion

La Guerre Froide est née d'une rivalité idéologique et militaire entre les États-Unis et l'Union Soviétique. Au sommet de Genève, les deux superpuissances s'entendent pour limiter la rivalité militaire. Gorbatchev va par la suite abandonner la rivalité idéologique et désarmer unilatéralement les forces du Pacte de Varsovie.

Bien entendu, la fin de la Guerre Froide ne se limite pas à un seul accord de principe. Mais cet accord signifie la fin d'une rhétorique agressive, et donc un signal fort pour les populations qui craignent l'apocalypse nucléaire. Si rien ne garantit en 1985 la chute du mur de Berlin ou l'effondrement de l'Union Soviétique, une nouvelle Détente est le minimum que l'on peut espérer. Une confluence de facteurs historiques conduira à bien plus.

Ce que ce discours montre cependant est une nouvelle conception de la diplomatie comme étant au service de l'image, plutôt que l'inverse. En instrumentalisant le sommet de Genève, Reagan et son équipe montrent qu'il n'y a plus de limites à la mise en scène de l'Histoire. En un sens, la Guerre Froide a été revitalisée artificiellement en 1980 par les conservateurs américains avant d'être tout autant dévitalisée artificiellement en 1985.

Bibliographie

- Beukel, Erik. *American Perceptions of the Soviet Union as a Nuclear Adversary. From Kennedy to Bush*. New York: Pinter Publisher, 1989.
- Botchway, Benjamin Odartei. *The impact of image and perception on foreign policy: an inquiry into American Soviet policy during presidents Carter and Reagan administrations, 1977-1988*. Munich: Tuduv Studie, 1989.
- Bresler, Robert J. « The United States and Arms Control ». *American Foreign Policy Since Détente*. Ed. Robert C. Gray et Stanley Michalak. New York: Harper & Row Publishers, 1984.
- Hyland, William. *The Cold War Is Over*. New York: Times Books, 1990.
- Jönsson, Christer. *Superpower: Comparing American and Soviet Foreign policy*. New York: St Martin's Press, 1984.
- Mendelbaum, Michael et Strobe Talbott. *Reagan and Gorbachev*. New York: Council on Foreign Relations, 1987.

- Nye, Joseph S. Jr., Ed. *The Making of America's Soviet Policy*. Ann Harbor: Edward Brothers, Inc., 1984.
- Pemberton, William E. *Exit with Honor. The Life and Presidency of Ronald Reagan*. Armonk, NY: M.E. Sharpe, 1997,
- Reagan, Ronald.
- « Discours du 21 Novembre 1985 ». Script et vidéo disponibles sur : <http://millercenter.org/scipps/archive/speeches/detail/3924> (dernière consultation : 3 mai 2010)
 - « *Evil Empire Speech* ». Script disponible sur : <http://www.nationalcenter.org/ReaganEvilEmpire1983.html> <http://www.evilempirespeech.org/>
- Schneider, William. « Public Opinion ». *The Making of America's Soviet Policy*. Ed. Joseph S. Nye. Ann Harbor: Edward Brothers, Inc., 1984.